



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Chez Alstom comme ailleurs Pour arrêter la casse : faire payer les actionnaires

EN FINIR AVEC LES CAPITALISTES ET LEUR MONDE !

BULLETIN NPA

20 SEPTEMBRE 2016

Alstom Belfort : le bal de hypocrites

La liquidation du site de Belfort : « *un coup de marteau sur la tête* », comme l'a dit un des salariés. Et les politiciens de tous poils se sont précipités, regrettant une décision brutale soi-disant « inattendue ».

Mais leurs larmes de crocodile ne pourront pas masquer leur impuissance. Hollande s'agite, prétend en faire un dossier prioritaire. Mais qui va en fin de compte décider du sort des salariés, si ce ne sont les actionnaires et leur fondé de pouvoir, le PDG Poupart-Lafarge ?

Pour Hollande comme pour Sarkozy ou Le Pen, pas question de mettre un veto à la casse de l'emploi. Pour eux, ce serait remettre en cause ce sacro-saint droit patronal de décider du sort des salariés, ce pilier du capitalisme qui est leur doctrine commune.

Gandrange, Florange, Goodyear, Petroplus ... Promesses et trahisons

En 2008, à Gandrange, Sarkozy se fait ovationner. « *Avec ou sans Mittal* », il sauvera l'aciérie et ses salariés. Même promesse de Hollande à ceux de Florange quand Mittal décide de fermer les hauts fourneaux. Aux Goodyear, il promet une loi contre les licenciements boursiers. A ceux de Petroplus, un repreneur. Des promesses devenues trahisons.

Tous ces politiciens n'ont rien à offrir aux travailleurs menacés dans leur emploi – comme ceux de PSA-Aulnay en 2013 – sauf leur compassion. Impuissants, parce qu'il n'est pas question pour eux de remettre en cause le dogme de la libre entreprise.

Entre le droit à l'emploi et l'intérêt des actionnaires, il faut choisir

Alstom « promet » qu'il n'y aura pas de licenciements secs à Belfort. Mais qu'importe pour eux la vie malmenée des victimes du « reclassement » promis ? Et la destruction des centaines d'emplois induits ? Et les quartiers désertés, la vie sociale déshumanisée ?

Depuis toujours, les actionnaires d'Alstom s'engraissent des aides de l'Etat – comme les 2,2 milliards offerts en 2004 par Sarkozy – et des commandes publiques comme celles de la SNCF. Et ils n'auraient aucun compte à rendre ?

Imposer l'ouverture des livres de compte montrerait qu'Alstom n'est pas en faillite, que le carnet de commandes est bien rempli, que les actionnaires se sont servis de copieux dividendes en 2015.

Alors, pas d'hésitation. Pour le maintien intégral de l'emploi chez Alstom Belfort comme ailleurs, aux actionnaires d'assumer. Et s'ils refusent, **alors il faudra imposer l'expropriation du groupe, sans indemnité ni rachat, sous contrôle des travailleurs et de la population.** Sans rien attendre des politiciens de carrière.



Eradiquer le chômage suppose d'en finir avec le capitalisme et la dictature du profit

SFR, Alstom, Hitachi, Philips... ferment ou licencient. Impossible de s'en sortir chacun dans son coin. Seul un grand mouvement d'ensemble peut imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, la réduction du temps de travail sans perte de salaire jusqu'à éradiquer entièrement le chômage.

Pour en finir avec le pouvoir patronal et celui des partis qui le servent. Pour une société libérée de l'exploitation et de l'impératif du profit, avec comme boussole la justice sociale, l'égalité, la fin des discriminations, le respect de l'environnement et la solidarité internationale avec tous les opprimés. **C'est le programme du NPA et de Philippe Poutou son candidat aux élections présidentielles.**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook

